

Éric BONHOMME

Thomas VERCLYTTÉ

L'EUROPE DE 1900 À NOS JOURS

Cours complet

Méthodologie

Atlas en couleur

ARMAND COLIN

Tous les corrigés et des ressources complémentaires
sont disponibles en ligne à l'adresse :

<http://goo.gl/teVuoC>

Illustration de couverture : Mur de Berlin le 10 novembre 1989

© akg-images/picture-alliance/dpa

Graphisme : Yves Tremblay

Cartographie : Philippe Paraire

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
--	--



© Armand Colin, 2018

Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff
www.dunod.com

ISBN: 978-2-200-61456-0

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Avant-propos	7
L'organisation du livre	11
Partie 1	
«Le monde d'hier» (1900-1918)	13
Chapitre 1 Une «Europe-monde» en tension	14
I. Empires...	14
II. ... Et impérialismes	18
III. Équilibre des puissances?	22
À retenir	28
Chapitre 2 Disparités et inégalités	32
I. Autorité et démocratie	32
II. Européens riches et Européens pauvres	36
III. Plafonds de verre	40
À retenir	47
Chapitre 3 Les ambivalences de la modernité	50
I. Un continent d'avant-garde	50
II. Repenser le réel	53
III. Héritages et mutations des nationalismes	58
À retenir	65
Chapitre 4 «Le suicide»	68
I. «Voyage au bout de la nuit»	72
II. Un continent mobilisé	76
III. Guerre, paix, révolutions	81
À retenir	88

Partie 2		
La paix impossible (1919-1945)		93
Chapitre 5 Gagner la paix		94
I. Versailles ou la «balkanisation» de l'Europe au nom de principes moraux		94
II. Autour de Genève: repenser l'Europe		100
III. Des «Années folles»? La course à l'impossible oublié		104
À retenir		110
Chapitre 6 L'Europe et les révolutions totalitaires		112
I. La grande lueur à l'est: clair obscur		112
II. Du fascisme au nazisme: une radicalisation		116
III. Dans les démocraties: des progrès en trompe-l'œil?		120
À retenir		128
Chapitre 7 Le précipice des années 1930		132
I. L'Europe en crises		132
II. Les politiques de(s) masses		137
III. Guerres civiles et renoncements		142
À retenir		150
Chapitre 8 La dissolution		154
I. La guerre totale		160
II. Europe nazie, Europes résistantes		167
À retenir		179
Partie 3		
La fracture (1945-1984)		183
Chapitre 9 L'Europe, enjeu de Guerre froide		184
I. Europe, année zéro		184
II. Construire des blocs: un projet qui vient d'ailleurs		188
III. Le soleil se lève à l'Ouest et se couche à l'Est		193
À retenir		199

Chapitre 10	Deux Europes ?	202
	I. Dépendances et vassalités	202
	II. Démocraties et dictatures	206
	III. Prospérités et crises	210
	À retenir	220
Chapitre 11	Reconfigurations	223
	I. Rétractions : les décolonisations	223
	II. La construction européenne : une quête d'autonomie	227
	III. Sociétés et cultures en mutation	232
	À retenir	242
Chapitre 12	Des ponts malgré le mur	246
	I. Insurrections et révoltes	246
	II. Voir l'Europe autrement	251
	III. La Guerre froide en débat	255
	À retenir	264
Partie 4		
	Vers un nouvel Empire ? (1985-2017)	267
Chapitre 13	« Good bye Lenin »	268
	I. Le désordre règne à Varsovie	268
	II. Le moment Gorbatchev	271
	III. La fin de l'Europe soviétique	273
	À retenir	278
Chapitre 14	Le retour de l'histoire	282
	I. La deuxième balkanisation de l'Europe	282
	II. Travaux de mémoire	287
	III. Le boomerang du libéralisme	289
	À retenir	295
Chapitre 15	Les horizons de l'Union européenne	298
	I. Pourquoi Maastricht : élargir et/ou approfondir ?	299
	II. L'Union européenne : quelles puissances ?	304
	III. L'Union européenne : quelle puissance ?	308
	À retenir	314

Chapitre 16 Europe ouverte, Europe fermée ?	316
I. La fracture démocratique	316
II. L'Europe en danger ?	322
III. Désirs d'Europe	325
À retenir	332

MÉTHODES

Conseils généraux de méthodologie pour la dissertation en histoire	337
Sujets corrigés : dissertations	341
Sujet n° 1 La puissance européenne, 1918-2016	341
Sujet n° 2 L'État, acteur social en Europe, 1900-2017	345
Sujet n° 3 L'Europe occidentale et les deux Grands : 1945-1995	352
Sujet n° 4 Le rôle de la France en Europe (1919-1986)	355
Sujet n° 5 Révolution(s) et contre-révolution(s) en Europe, 1917-1930 ou Révolution(s) et contre-révolution(s) en Europe, 1917-1945	357
Sujet n° 6 L'Europe dans les relations internationales, 1919-2016	363
Sujet n° 7 Les combattants de la Grande Guerre en Europe	365
Sujet n° 8 L'Allemagne et la construction européenne depuis 1945	369
Conseils généraux de méthodologie pour le commentaire de documents	374
Sujets corrigés : commentaires de documents	378
Sujet n° 1 Le pangermanisme	378
Sujet n° 2 Le déclin de l'Europe	381
Sujet n° 3 La doctrine du fascisme	384
Sujet n° 4 Les rapports de force en Europe à la fin de la Seconde Guerre mondiale	388
Sujet n° 5 Les traités de Rome	392
Sujet n° 6 La charte 77	396
Sujet n° 7 L'URSS et les recompositions européennes	400
Sujet n° 8 La crise de la dette en Europe	404
Repères chronologiques	408
Bibliographie	413

Avant-propos

« L'Europe est, des quatre parties du monde, la plus morcelée »

David Hume, *Essays and Treatise on several subjects*, 1758

Cet ouvrage n'est pas une histoire des États composant l'Europe. Sur nombre d'entre eux existent en français d'excellentes monographies, bien que certaines régions, comme les pays scandinaves, soient peu couvertes. Il n'est pas non plus une histoire de la construction européenne, pour laquelle, là encore, de nombreux ouvrages sont disponibles. Le lecteur retrouvera les uns et les autres en bibliographie. Les auteurs n'ont pas non plus voulu écrire un « roman de l'Europe », au sens du « roman national » en question pour l'histoire de la France. Ils ont eu présente à l'esprit la mise en garde de Robert Frank, soulignant le risque de transformer l'Europe en « sujet de l'histoire [...] avec la construction de l'Europe comme happy end »¹. La crise de l'Union européenne, à l'heure où nous écrivons ces lignes, suffirait d'ailleurs à invalider cette démarche.

Nous proposons aux étudiants une histoire globale, non téléologique, du continent européen, qui a pour socle quelques évidences. La première est que l'Europe, pour paraphraser Fernand Braudel, « se nomme diversité » ; variété des langues, des cultures, des religions, mais aussi des niveaux de développement économique qui opposent, aujourd'hui comme hier, l'Ouest et l'Est, et, dans une moindre mesure, le Nord et le Sud. Autre réalité intangible, l'histoire de l'Europe au xx^e siècle est celle de ses divisions, du clivage entre Triple-Alliance et Triple-Entente dans les années 1900 à celui, étatique comme infra-étatique, qui sépare aujourd'hui partisans et adversaires de l'Union européenne. Entre ces deux moments se sont affrontés empires autoritaires et démocraties, puis totalitarismes et démocraties ; deux guerres mondiales, 70 millions de morts, « L'Europe en enfer », pour reprendre la formule de Ian Kershaw². Est venu

1. Robert Frank, « Une histoire problématique, une histoire du temps présent », *in* xx^e siècle, *Revue d'histoire*, n° 71, juillet-septembre 2001.

2. Ian Kershaw, *L'Europe en enfer, 1914-1949*, Paris, Seuil, 2016.

ensuite, de 1947 à 1989, le clivage de la Guerre froide. La division est donc une clé de lecture essentielle de l'histoire de l'Europe. Troisième évidence, cette « Europe en enfer » a cherché la porte du paradis. La quête d'unité, utopie mazzinienne et hugolienne dès le milieu du XIX^e siècle, a habité l'Europe après la Grande Guerre, et s'est renforcée au second XX^e siècle avec la progressive construction européenne. Celle-ci a globalement fait passer l'Europe de la guerre à la paix, en dépit du ressaut des conflits yougoslaves dans les années 1990.

Ce tropisme unitaire a également contribué à faire de l'Europe un projet. La perception de l'identité européenne a glissé du champ religieux – le continent chrétien – au champ idéologique et sécularisé de la promesse démocratique associée à la prospérité. Si bien que l'Europe, continent d'émigration au début du XX^e siècle, est devenu, à partir des années 1960, une espérance, un Eldorado, une terre promise pour des immigrants venus d'ailleurs.

Cette constatation amène à poser une question géographique. Il n'est pas question ici de faire une « histoire mondiale de l'Europe³ », ambition certainement utile mais qui dépasse de beaucoup le cadre intellectuel et géographique de ce manuel. Sans entrer dans la question de l'Europe vue d'ailleurs, il est cependant évident qu'écrire une histoire de l'Europe de 1900 à nos jours sans prendre en compte les réseaux qu'elle a tissés et qui se sont tissés autour d'elle, des émigrations et empires coloniaux du premier XX^e siècle à son inscription actuelle dans la mondialisation n'aurait pas grand sens. L'Europe est un continent ouvert, le cadre canonique « de l'Atlantique à l'Oural » doit être bousculé, ne serait-ce que pour prendre en compte des histoires qui ne se comprennent que par rapport à elle, comme celles de la Turquie ou d'Israël, et plus récemment des concepts comme ceux d'Europe méditerranéenne et de politique de voisinage. Bref, il faut prendre son parti d'écrire l'histoire d'un objet à géométrie variable.

Voici une vingtaine d'années, Eric J. Hobsbawm avait publié une magistrale histoire du « court XX^e siècle⁴ », dont il fixait les bornes à la Grande Guerre en amont, à la disparition de l'URSS en aval. Nous proposons modestement aux étudiants une histoire d'un long XX^e siècle, qui court des années 1900 à nos jours. La justification de ce choix est autant civique que scientifique. L'Europe de 1900 était en paix, mais taraudée par les nationalismes. Par-delà les vicissitudes du siècle, les désastres des guerres mondiales, la récurrence des crises économiques, l'Europe de 2017 est également en paix, mais elle est à nouveau

3. Dans une perspective d'histoire globale ou connectée, au sens de l'*Histoire mondiale de la France* que l'équipe de Patrick Boucheron vient de publier aux éditions du Seuil.

4. Eric J. Hobsbawm, *L'âge des extrêmes, histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999.

menacée par les nationalismes, que la démocratie de masse du xx^e siècle a colorés d'un concept importé avec quelques approximations d'Amérique latine : le populisme. Les États européens du début du xx^e siècle rêvaient d'expansion, ceux du début du xxi^e siècle sont habités par la tentation du repli. À travers ce long siècle, faire connaître l'histoire de l'Europe aux étudiants, c'est aussi les aider à comprendre que les solidarités y sont fragiles, les forces centrifuges puissantes, comme elles l'étaient, à la Belle Époque, dans l'Autriche-Hongrie que Robert Musil appelait la Kakanie⁵, et que la paix est aussi précaire que précieuse.

5. Un néologisme forgé par dérision par l'écrivain autrichien à partir de l'inscription *Kaiserlich und Königlich* qui identifiait les institutions de l'Autriche-Hongrie.

L'organisation du livre

Le cours qui constitue l'armature de ce livre s'efforce, c'est la vocation même d'un manuel universitaire, d'aller à l'essentiel. Les étudiants trouveront en fin de chapitres et d'ouvrage les références bibliographiques leur permettant d'aller plus loin.

Concernant les deux guerres mondiales, les chapitres afférents comportent des chronologies synoptiques qui permettent de dérouler le fil des événements. Les auteurs ont inclus des focus ouvrant la possibilité d'approfondir différents thèmes et pouvant fournir des canevas à d'éventuels exposés. À chaque chapitre sont également intégrés des points d'histoire comparée, qui permettent de mettre en regard les différents pays de l'Europe, et des pages rendant compte de grands débats historiographiques actuels, l'histoire ne cessant jamais de s'écrire.

Des méthodes globales sont proposées pour familiariser les étudiants avec les deux grands types d'exercices académiques requis dans le cursus universitaire, le commentaire de document et la dissertation. Ils sont appuyés sur des exemples précis d'application.

PARTIE 1

CHAPITRE 1 UNE « EUROPE-MONDE » EN TENSION	14
CHAPITRE 2 DISPARITÉS ET INÉGALITÉS	32
CHAPITRE 3 LES AMBIVALENCES DE LA MODERNITÉ	50
CHAPITRE 4 « LE SUICIDE »	68

**« LE MONDE
D'HIER »
(1900-1918)**

Une « Europe-monde » en tension

PLAN DU CHAPITRE

- I. Empires...
- II. ... Et impérialismes
- III. Équilibre des puissances ?

Le **congrès de Vienne** a rassemblé les représentants des grandes puissances pour réorganiser l'Europe en 1815 après la chute de Napoléon I^{er}.

L'Europe n'a jamais autant imposé sa marque sur la planète que dans les premières années du xx^e siècle. Cet étroit finistère de l'Eurasie – 7 % des terres émergées, regroupe, en 1914, 28 % de la population mondiale et 65 % de l'industrie et du commerce. L'Europe apparaît comme un système de cinq grandes puissances dont le rayonnement prend la forme d'un impérialisme à l'échelle du globe, exacerbant une concurrence qui se répercute sur le vieux continent. Une Europe-monde, mais eurocentrée et sûre d'elle-même.

I. Empires...

L'Europe, dont le mouvement des nationalités du xix^e siècle a simplifié la carte, reste cependant, dans les années 1900, une mosaïque d'une vingtaine d'États, de tailles très inégales – l'Empire russe à l'ouest de l'Oural contient deux cents fois la Belgique –, et de populations qui ne le sont pas moins – la Russie, avec 163 millions d'habitants en 1913, représente à elle seule le tiers de la population du continent.

Cette Europe est dominée par cinq États qui constituent une sorte de condominium des puissances, un concert européen dont les partenaires sont à peu près les mêmes que ceux du **congrès de Vienne** en 1815 : au Royaume-Uni, à la France, à l'Autriche-Hongrie et à la Russie il faut cependant ajouter l'Allemagne. Ces puissances ont un point commun : elles sont toutes, dans des acceptions diverses, des empires.

1. Des Empires mosaïques

Au centre et à l'est de l'Europe, un désir d'expansion caractérise l'Empire russe et la **Double-Monarchie**. Le premier s'est étendu au XIX^e siècle aux dimensions de l'Eurasie par la conquête des régions du Caucase et de l'Asie centrale, puis des solitudes sibériennes qui en ont fait un État riverain du Pacifique. La seconde, dont les perspectives territoriales sont moindres, annexe en 1908 la Bosnie. Russie et Autriche-Hongrie s'efforcent concurremment de développer leur influence dans les Balkans en profitant de la crise de l'Empire ottoman.

À l'Autriche-Hongrie et à la Russie, empires multiethniques, se pose le problème analogue de la neutralisation des forces centrifuges. Les Autrichiens, de langue et de culture allemande, ne rassemblent que 23 % de la population de la Double-Monarchie en 1910 et les Magyars 20 %. Il faut compter avec une dizaine d'autres nationalités, dont les différents peuples slaves qui représentent 45 % de la population de l'Empire, sans oublier les 6 % de Roumains et les minorités italiennes du Trentin. Les Slaves, en particulier les Tchèques et les Croates, plaident depuis longtemps pour un Empire fédéral « trialiste », assurant leur autonomie politique, désir que Vienne et Budapest refusent d'entendre. Si la **Cisleithanie** s'est depuis 1867 engagée dans une politique d'égalité culturelle des peuples, la Hongrie à l'inverse a choisi la magyarisation de ses minorités. En conséquence, les revendications d'autonomie et d'austro-slavisme sont devenues des mouvements indépendantistes. Contre ces tendances sécessionnistes est né un mouvement d'obédience socialiste dont le projet est de faire reposer la citoyenneté sur l'adhésion personnelle des individus à l'Empire, et non sur leur appartenance à une nation : c'est l'austromarxisme, dont l'Autrichien Otto Bauer est l'un des principaux théoriciens.

La situation des Russes est un peu plus confortable, puisqu'ils forment 45 % de la population de l'Empire, mais les peuples allogènes y sont encore plus nombreux que dans la Double-Monarchie – une centaine d'ethnies au total. La politique de russification de Nicolas II engendre de forts mouvements de résistance, au nom de l'islam ou du panturquisme dans les régions d'Asie centrale, tandis que dans les autres périphéries de l'Empire (Ukraine, provinces baltes, Géorgie et Arménie, mais surtout en Pologne) se constituent des partis nationaux influencés par le socialisme, y compris le Bund (parti socialiste fondé par les juifs de Pologne, Lituanie et Russie en 1897) qui rassemble les élites juives.

Si l'**antisémitisme** touche alors toute l'Europe, comme le montre l'affaire Dreyfus, les deux empires, obsédés par leur cohésion, sont particulièrement concernés. L'antisémitisme s'affiche ouvertement dans le parti chrétien-social du maire de Vienne, Karl Lueger, et s'exprime surtout dans les nombreux **pogroms**, qui touchent l'Empire russe en Pologne, Ukraine et Moldavie. Ce contexte conduit le journaliste juif d'origine hongroise Theodor Herzl (1860-1904) à formuler la doctrine du sionisme dans *L'État juif*, publié à Vienne en 1896.

L'Empire d'Autriche est devenu la **Double-Monarchie** par le compromis de 1867, qui donne à la Hongrie ses propres institutions.

La partie autrichienne de l'Empire porte le nom de **Cisleithanie**, la partie hongroise de Transleithanie, de part et d'autre du fleuve Leitha.

Pogroms : soulèvements contre les communautés juives, principalement dans la Russie tsariste, caractérisés par des pillages et des massacres.

Si bien que dans l’Europe des années 1900, l’expression « d’homme malade » appliquée à l’Empire ottoman pourrait aussi désigner la Russie et l’Autriche-Hongrie. Toutes deux sont cependant entrées au début du xx^e siècle dans une phase de croissance industrielle forte, même si les foyers en restent ponctuels – Saint-Pétersbourg, Moscou, Bakou et l’Oural dans un cas, Vienne, la Bohême et Budapest dans l’autre. Mais cette croissance est sous perfusion, adossée à des capitaux étrangers, principalement français pour la Russie, allemands pour l’Autriche-Hongrie.

2. L’ombre du Reich wilhelmien

L’Allemagne est devenue en demi-siècle, sous l’égide de la Prusse et de son chancelier Otto von Bismarck, une puissance majeure du continent. Jusqu’en 1890 le système bismarckien a imposé une vision de l’équilibre continental qui isolait la France en Europe, quitte à lui laisser le champ libre outre-mer, la colonisation intéressant peu le ministre-président qui affirmait volontiers « ma carte du monde, c’est l’Europe ».

Toutefois, sous la pression des milieux d’affaires et des missionnaires, le chancelier a dû accepter la mise en place d’une politique coloniale allemande et prendre l’initiative de la conférence de Berlin qui, en 1885, a permis l’expansion en Afrique des puissances, l’Allemagne elle-même se contentant de territoires assez dispersés – Togo, Cameroun et Namibie à l’ouest, Rwanda, Burundi et Tanganyika à l’est. Cette politique change avec l’empereur Guillaume II, qui fait de l’État le moteur de la politique coloniale, développe le thème de la *Weltpolitik* et affirme : « L’Allemagne doit faire reconnaître sa place au soleil ». À partir de 1898 l’Empire colonial allemand s’accroît, par l’achat d’archipels du Pacifique à l’Espagne, l’obtention de concessions en Chine. La politique de « pacification » est brutale – les Hereros révoltés en Namibie sont massivement massacrés en 1904.

Cette politique coloniale est le reflet d’une croissance économique impressionnante. La mondialisation de la politique extérieure allemande traduit l’essor de son industrie et de son commerce. Depuis 1900, l’Allemagne est la deuxième puissance industrielle après les États-Unis, performante dans la sidérurgie – Krupp, Thyssen –, mais surtout dans les secteurs de la seconde révolution industrielle, chimie – **BASF**, et électricité – Siemens, **AEG**. Depuis 1871, la valeur du commerce allemand augmente en moyenne de 4 % par an ; il représente en 1901 les deux tiers du commerce britannique, contre la moitié vingt ans plus tôt.

Reposant sur un système bancaire concentré en quatre grands établissements (la Dresdner Bank, la Deutsche Bank, le Diskonto Gesellschaft et la Danat Bank), des entreprises dynamiques et des compagnies de navigation puissantes, mais aussi sur la pratique du dumping et du crédit, le commerce allemand se déploie tous azimuts, envoie des commis voyageurs à Anvers et Rotterdam aussi

BASF : Badische Aniline und Soda Fabrik.

AEG : Allgemeine Elektrische Gesellschaft.

bien qu'à Valparaiso et Buenos Aires, sans oublier les États-Unis qui sont en 1913 le troisième partenaire de l'Allemagne.

Cette croissance est une source d'inquiétude pour les autres puissances, excepté pour la Double-Monarchie dont la croissance est fortement arrimée aux banques et entreprises allemandes. La crainte d'être submergé par le « **Made in Germany** » habite aussi bien le Royaume-Uni que la France et la Russie. La peur du déclassement, à une époque qui est aussi celle du développement de la statistique et de la quantification économique, se nourrit des chiffres : entre 1885 et 1905, la production de charbon et le commerce extérieur allemands ont augmenté respectivement de 89 % et de 53 %, contre 26 % et 6 % pour la France, 22 % et 18 % pour la Grande-Bretagne.

Made in Germany est le titre d'un livre publié en 1896 par le journaliste britannique Ernest E. Williams.

3. Des «démocraties impériales» en expansion

Arrimées à l'ouest de l'Europe, le Royaume-Uni et la France présentent l'originalité d'être à la fois des démocraties parlementaires et des puissances coloniales.

L'Empire britannique constitue un élément majeur du rayonnement de l'Europe sur le monde. Progressivement formé depuis l'ère élisabéthaine, renforcé par les traités d'Utrecht en 1713, la victoire contre la France en 1763, par le congrès de Vienne de 1814-1815 et la guerre balkanique de 1877-1878, cet ensemble de 33 millions de km² touche aux cinq continents : Malte, Gibraltar et Chypre sont anglaises, tout comme nombre d'îles des Caraïbes et le Canada, qui a un statut de dominion. Dans les années 1900, l'Australie et la Nouvelle-Zélande acquièrent ce même statut. En Afrique, la domination britannique s'étend, sous des formes administratives diverses – protectorats, colonies, dominions –, du delta du Nil au cap de Bonne Espérance. Le poids lourd de l'Empire, avec plus de 300 millions d'habitants, et l'apport en matières premières et en débouchés qu'il fournit, est l'Inde. La sécurité de la route des Indes est un paramètre fondamental de la politique extérieure britannique, qui explique le système des échelles méditerranéennes, tout comme la présence militaire en Égypte. Dans les années 1900, près de 450 millions d'individus, soit 26 % de la population du globe, sont sujets d'Édouard VII. La présence européenne dans le monde est d'abord britannique, et s'accompagne d'une influence culturelle et linguistique croissante, encore renforcée par le socle **WASP** du peuplement des États-Unis.

White Anglo-Saxon Protestant (WASP) : le terme désigne les groupes de population blanche qui dominent les États-Unis.

L'autre puissance coloniale importante de l'Europe est la France, bien qu'en retrait par rapport au Royaume-Uni tant au plan de la superficie de l'Empire – 12 millions de km² –, que de sa population – environ 110 millions d'habitants en incluant la métropole. La construction de l'Empire français a connu des revers dus à l'affrontement avec l'Angleterre, assise sur sa maîtrise des mers. L'Empire colonial français, excepté les « îles à sucre » (les reliquats du premier Empire colonial français : Guadeloupe, Martinique et Réunion), s'est presque entièrement constitué entre 1830, date de la conquête de l'Algérie, et 1910,

En 1901, l’Algérie compte 4 millions d’Arabo-Berbères et 553 000 Européens, dont 364 000 Français.

moment où se structure l’Afrique équatoriale française, et principalement – c’est une autre originalité –, sous le régime tertio-républicain. Hormis l’Indochine et les possessions antillaises, il est essentiellement africain. Il est aussi sous-peuplé (6 habitants/km² en moyenne), et les territoires les plus dynamiques, l’Indochine et l’Algérie, sont loin de représenter le même apport économique que l’Inde anglaise. À la différence du Royaume-Uni enfin, la France, vieux pays malthusien, n’a pas exporté ses hommes. Les Français ne sont présents en nombre qu’en Algérie alors que les Britanniques ont multiplié les colonies de peuplement, dont ils ont fait des dominions se gouvernant eux-mêmes.

À l’exception des dominions, ces empires coloniaux sont gérés de manière autoritaire, au profit quasi exclusif de la métropole, parfois par le biais de grandes compagnies concessionnaires qui orientent les ressources naturelles vers l’exportation en exploitant de manière éhontée les populations autochtones, ce que souligne la littérature anticolonialiste qui apparaît à cette époque (l’un des ouvrages les plus significatifs est le réquisitoire de l’écrivain Léon Bloy, intitulé *Le sang du pauvre*, publié en 1909). À une époque où s’achève en France comme au Royaume-Uni la conquête du suffrage universel masculin, nulle part les indigènes n’ont le droit de vote ; la carte d’électeur reste l’apanage des Européens, un brevet d’aristocratie qui concrétise la domination. La démocratie n’est pas un article d’exportation.

II. ... Et impérialismes

Le Royaume-Uni et la France sont donc les deux principales fenêtres qui ouvrent l’Europe sur le monde. Mais elles ne sont pas les seules. Au début du xx^e siècle, la Belgique au Congo, les Pays-Bas en Indonésie, l’Italie en Libye sont aussi des puissances coloniales, sans pour autant pouvoir prétendre au statut de grande puissance. Ce dernier suppose en effet non seulement une capacité à planter son drapeau sur un territoire, mais encore à drainer des richesses et à conquérir des marchés. Les empires ne constituent qu’un des éléments de l’impérialisme européen, qui est aussi une dynamique.

1. Des Europes ailleurs : un monde d’Européens

Si le Reich allemand grignote partout des parts de marchés, c’est aussi parce qu’il s’appuie sur d’importantes communautés germaniques dispersées dans l’Ancien et dans le Nouveau Monde. L’Allemagne est passée entre 1900 et 1914 de 56 à 68 millions d’habitants. Sa population a autant augmenté en quinze ans que dans les trente années précédentes. Cette croissance, France et Irlande exceptées, touche pratiquement toute l’Europe, alors au cœur d’une transition démographique marquée par une mortalité en forte baisse alors que la natalité reste élevée. Entre 1900 et 1914, la population de l’Europe a crû de 365 à

450 millions d'individus. En 1913, **un homme sur quatre est européen**, proportion qui constitue un maximum historique.

L'Europe au début du xx^e siècle est donc un continent trop plein, d'où la dynamique de l'émigration. Les États-Unis constituent la destination privilégiée : entre 1901 et 1915, **Ellis Island** voit passer 13,5 millions d'entrants, un million par an en moyenne, avec un pic de 1,3 million d'arrivants en 1907. À une immigration provenant à la fin du xix^e siècle d'Europe du Nord – Britanniques, Scandinaves, Allemands, Irlandais –, s'en substitue une nouvelle, qui vient des périphéries pauvres de l'Europe ; dans les années 1900, 76 % des entrants aux États-Unis viennent des pays slaves et latins. « Le monde entier nous était ouvert. Nous pouvions voyager sans passeport ni visa partout où il nous plaisait, personne n'examinait nos opinions, notre origine, notre race ou notre religion ». Ce qu'écrivit Stefan Zweig dans *Le monde d'hier* n'est pas totalement vrai : mieux vaut pour s'intégrer aux États-Unis être Allemand luthérien que juif de Lituanie. L'Amérique du Nord est une juxtaposition de communautés européennes, plus qu'un **melting-pot**.



Inspection sanitaire des immigrants à Ellis Island, v. 1920.

Mais quelles que soient les motivations, migrations choisies ou migrations de pauvreté, ces populations densifient les réseaux de l'Europe à l'échelle mondiale. À New York, qui compte 6,5 millions d'habitants en 1910, 80 % des habitants sont des migrants de première ou deuxième génération.

Il existe donc dans l'hémisphère occidental – y compris au Canada et dans le cône sud de l'Amérique latine –, et en Océanie, Australie et Nouvelle-Zélande principalement, d'autres Europes, urbaines pour l'essentiel. Elles se sont déployées dans un contexte culturel de certitude de la supériorité de la civilisation européenne, portée par la transposition au champ des sociétés des théories de Darwin.

Ellis Island est un îlot situé dans la baie de New York, qui est le lieu de filtrage des migrants par le gouvernement des États-Unis.

L'expression **melting-pot** vient du titre éponyme de la pièce jouée en 1908 à New York d'un auteur juif britannique, Israël Zangwill, qui évoque, à partir de l'histoire d'amour improbable entre deux jeunes réfugiés russes, « le grand melting-pot où toutes les races d'Europe se rencontrent et se bonifient ».

«Assumez le fardeau
de l’homme blanc /
Les sauvages guerres
de la paix / Nourrissez
la bouche de la famine /
Et faites que cesse
la misère» (Kipling)

De ce complexe de supériorité témoignent à la fois le poème de Rudyard Kipling, *Le fardeau de l’homme blanc* (*The White man’s burden*) publié en 1899, et, vingt ans plus tard, le propos de Paul Valéry, qui estime que la domination de « l’Esprit européen » tient « à la qualité des individus, à la qualité moyenne de l’*Homo europeus* ».

2. Les formes de l’impérialisme

Afrique occidentale française : regroupement de territoires créé en 1895.

Afrique équatoriale française : regroupement de territoires créé en 1910.

L’impérialisme, dont les facteurs sont multiples, est également complexe par ses modalités d’application. La domination européenne peut être directe, sous la forme de colonies, comme l’**AOF**, l’**AEF** ou les Indes, laissant parfois aux territoires dominés une part d’autonomie – protectorat de fait puis de droit de l’Angleterre sur l’Égypte, de la France sur le Maroc ou la Tunisie. Mais elle peut être aussi indirecte, comme c’est le cas en Chine où les puissances européennes, auxquelles s’ajoutent les États-Unis et le Japon, ont progressivement pris le contrôle, par un système de concessions, de l’économie et des finances du pays. Enfin l’impérialisme ne pose pas seulement le rapport entre l’Europe et le reste du monde. Outre le fait qu’il anime des États non européens, comme les États-Unis, « République impériale » selon Raymond Aron, et le Japon, il régit aussi en partie les relations à l’intérieur de l’Europe, où existent des États patrons (principalement les cinq puissances), et des États clients, l’Empire ottoman en déclin et les petites nations balkaniques.

Trois faits majeurs se dégagent des années 1900. Le premier est que l’**impérialisme** s’est définitivement structuré dans les pays d’Europe qui en participent, y compris les petites puissances coloniales – les Pays-Bas, la Belgique, le Portugal. Partout il dispose d’une théorie, le panslavisme au nom de la défense de l’orthodoxie pour la Russie, le **pangermanisme** au nom de la vocation allemande à dominer l’Europe centrale et à disposer d’un « espace vital », évoqué par le géographe Friedrich Ratzel en 1902, les thèmes de la « Mare nostrum » ou de la « Troisième Rome » pour les Italiens lancés en 1911 à la conquête de la Libye. Partout cet impérialisme s’appuie sur des associations qui fédèrent militaires, hommes d’affaires des grands ports, géographes et explorateurs, missionnaires, tels le Parti colonial du député d’Algérie Eugène Étienne, la Ligue Pangermaniste de l’avocat Heinrich Class ou la *Lega navale* italienne. Cet impérialisme enfin se met en scène, par les conférences de la société Dante Alighieri en Italie, par des expositions coloniales comme à Marseille en 1906, ou par des spectacles de music-hall en Angleterre, où il revêt une dimension populaire, le **jingoïsme**.

Deuxième fait majeur, le poids croissant des **facteurs économiques** dans le développement de l’impérialisme européen. L’Europe a dans le commerce mondial un poids équivalent à sa puissance industrielle, de l’ordre des deux tiers. Pour nourrir leur croissance, Royaume-Uni, France et Allemagne importent massivement des matières premières et vendent aux pays qu’ils dominent d’une part des produits à forte valeur ajoutée et d’autre part des crédits pour financer

Voir commentaire de document n° 1.

Jingoïsme : Le mot, que l’on peut traduire par « chauvinisme », vient d’une chanson :
« We don’t want to fight /
But by Jingo / If we do /
We’ve got the men / We’ve got the fight / We’ve got the money too ».

leur développement. En 1900, les trois puissances représentent ensemble 83 % des placements de capitaux dans le monde. Si les placements britanniques se font à 60 % sur le continent américain et pour le reste dans l'Empire, Berlin et Paris placent principalement leur argent en Europe.

Enfin, troisième phénomène, l'époque est celle d'une prise de conscience du **caractère belligère** de cet impérialisme, quand le journaliste anglais John Hobson popularise le mot en 1902 dans un livre, *Imperialism, a study*, publié à la suite de la guerre des Boers. Les socialistes développent ensuite cette idée d'une filiation entre capitalisme, impérialisme et guerre. Plus généralement, l'époque distingue «l'Empire», admis, de «l'impérialisme», terme polémique que l'on jette à la tête des puissances concurrentes. Une fois le drapeau américain planté au pôle Nord, en 1908, et le drapeau norvégien au pôle Sud en 1911, il ne reste rien à conquérir : toute modification des rapports de force passe par une redistribution des cartes.

3. Frictions et partage des intérêts

Le tournant des deux siècles est donc riche de conflits motivés par l'impérialisme, dont les protagonistes ne sont pas seulement européens. Entre 1900 et 1902, la guerre des Boers qui oppose les colons hollandais du Transvaal et de l'Orange au Royaume-Uni pour la possession des mines de diamant et d'or de l'Afrique du Sud se solde par une victoire britannique. Deux ans plus tôt, les Espagnols ont perdu les restes de leur empire colonial lors d'une guerre avec les États-Unis, à propos de Cuba et des Philippines. En 1905, le Japon, qui affronte l'Empire russe pour le contrôle de la Mandchourie, remporte une victoire écrasante. Ces deux derniers conflits soulignent que l'Europe n'a plus le monopole de l'impérialisme. Tandis que la victoire des «jaunes» trouble les certitudes de l'Europe sur la hiérarchie des races, les États-Unis élaborent leur propre théorie de la puissance, que l'amiral Mahan fait reposer sur la flotte, tandis que le président Théodore Roosevelt (1858-1919) infléchit la doctrine Monroe de 1823 par un corollaire. La formule «L'Amérique aux Américains» n'a plus pour vocation d'empêcher l'Europe de recoloniser l'Amérique, elle fait de l'hémisphère occidental la chasse gardée de la politique des États-Unis, appuyée sur des interventions ponctuelles – le «big stick» – et sur la diplomatie du dollar.

Cependant, lorsque le conflit oppose deux puissances européennes, il se règle toujours par la négociation. C'est le cas de l'affaire de Fachoda en 1898 qui oppose, à propos du Haut-Nil, le Royaume-Uni, qui veut contrôler l'Afrique du Cap au Caire, à la France, qui veut rayonner des côtes du Sénégal à la mer Rouge. La délimitation de la frontière par les bassins du Nil et du Congo permet de résoudre le litige. En 1911, la deuxième crise marocaine entre la France et l'Allemagne, dite d'Agadir, se résout par un troc : l'Allemagne accepte le protectorat français sur le Maroc moyennant la cession d'une partie du Congo. Les puissances impérialistes sont également capables de s'unir pour protéger

leurs intérêts. C’est le cas en 1900 en Chine quand les légations occidentales et japonaise à Pékin doivent affronter la révolte populaire des Boxers, fomentée par l’impératrice douairière Cixi. C’est le cas en 1906, quand la première crise marocaine entre la France et l’Allemagne est réglée par un aréopage de onze nations européennes, plus les États-Unis, réunies à Algésiras.

Ces **camps** ont été créés pour héberger personnes âgées, femmes et enfants afrikaners dont les fermes avaient été incendiées par l’armée anglaise qui pratiquait la tactique de la terre brûlée. Les conditions sanitaires déplorables y ont entraîné des épidémies et une effroyable mortalité.

Voilà qui nuance le caractère belligère de l’impérialisme. La politique dite de la canonniers coûte cher et la guerre des Boers, lors de laquelle les Britanniques ont créé des **camps** de concentration pour parquer les prisonniers, a ému l’opinion internationale, et semé les premiers doutes en Angleterre sur le bien-fondé de l’impérialisme. Dans toutes les régions qui n’appartiennent pas aux empires *stricto sensu*, le principe qui régit les relations économiques internationales, d’ailleurs réaffirmé à Algésiras, est celui de la porte ouverte imposé par les États-Unis, c’est-à-dire du libre accès des puissances aux marchés étrangers. Comme le remarque l’historien René Girault, le partage des affaires est aussi important que le partage du monde. Ainsi pour construire les chemins de fer en Chine, la banque anglaise de Hong-Kong et de Shanghai s’associe à des établissements français, belges et allemands. Dans l’Empire turc, la *Deutsche Bank* et la Banque Impériale Ottomane, dominée par des capitaux français, collaborent pour construire le *Bagdadbahn*, chemin de fer qui doit relier Istanbul à la Mésopotamie. Le lien entre impérialisme et guerre n’a donc rien de mécanique.

III. Équilibre des puissances ?

Trois phénomènes contribuent néanmoins à déstabiliser la géopolitique de l’Europe au début du xx^e siècle : la sortie du Royaume-Uni de sa neutralité pour s’engager dans un des deux blocs diplomatiques qui se font face, le développement d’une intense course aux armements, l’appel du vide créé dans le sud-est de l’Europe par le retrait de l’Empire ottoman qui renforce le nationalisme des petits États et l’impérialisme des puissances.

Duplice : accord scellé, le 7 octobre 1879, entre l’Empire allemand et l’Autriche-Hongrie. Par ce traité, les parties s’obligent à une assistance mutuelle en cas d’agression venant de la Russie.

Triplique (ou Triple-Alliance) : alliance conclue entre l’Empire allemand, l’Autriche-Hongrie et l’Italie.

1. Logiques de blocs

Les flux de capitaux permettent aussi de structurer les alliances. Reflet de la très solide Duplice entre les deux pays, l’Autriche-Hongrie est en 1913, depuis plus de vingt ans, le deuxième partenaire commercial de l’Allemagne. Depuis longtemps la *Darmstadter Bank* et la *Disconto* ont investi dans le décollage économique de la Double-Monarchie. Les entreprises d’électrotechnique présentes à Vienne ont été créées par Siemens ou AEG. À la fin des années 1880, les capitaux allemands se sont substitués aux Français pour soutenir les banques italiennes, accompagnant le passage de la **Duplice** à la **Triplique**. En face, la France, riche de son épargne, a utilisé le système des emprunts russes pour sortir de son isolement diplomatique. À partir des années 1890, elle a fourni à l’Empire tsariste

les moyens de son industrialisation, moyennant une alliance militaire en bonne et due forme. «La France, c'est la caisse», plaisante Nicolas II.

Car l'un des aspects majeurs des années 1900 est l'émergence d'un second bloc face à celui que Bismarck avait constitué entre 1878 et 1882 pour isoler la France en Europe. Ce système bismarckien comprenait l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, et s'assurait de la neutralité russe. Dans les années 1890, ce système s'est lézardé. Dans le contentieux opposant l'Autriche à la Russie pour le contrôle des Balkans, et l'Autriche à l'Italie pour la possession du Trentin et du Haut-Adige, Guillaume II a choisi la voie pangermaniste, la fidélité à l'alliance avec Vienne. Cette décision a ouvert la voie en 1893 à l'alliance franco-russe, et la France et l'Italie ont trouvé en 1901 un terrain d'entente sur le partage de l'Afrique méditerranéenne. La France accepte les ambitions italiennes en Libye si Rome consent à celles de la France au Maroc.

Les années 1900 sont donc marquées par la disparition de l'hégémonie diplomatique allemande en Europe, *a contrario* de sa montée en puissance économique. Le Français Théophile Delcassé, patron du Quai d'Orsay de 1898 à 1905, joue ici un rôle essentiel en définissant trois priorités; la première est de renforcer l'alliance franco-russe, tant il n'est pas évident de faire coopérer une république parlementaire et une autocratie. Un nouvel emprunt russe est signé en 1901, en même temps qu'un protocole militaire auquel poussent les chefs d'état-major; deuxième objectif, dissocier l'Italie des puissances germaniques: des accords de libre-échange sont signés qui mettent fin à une guerre douanière de dix ans, les banques françaises reviennent dans le capital de leurs homologues italiennes; troisième priorité, essentielle, la conclusion d'une alliance avec le Royaume-Uni. Londres, qui redoute la concurrence économique de l'Allemagne, y est prête, moyennant la renonciation de la France à toute prétention sur l'Égypte, ce qui permet d'enterrer la crise de Fachoda. La France obtient en échange l'appui britannique à sa politique marocaine. En 1907 se met en place la dernière pièce du puzzle: l'Angleterre et la Russie signent un accord par lequel la seconde renonce à l'Afghanistan, et donc à toute pression sur les Indes anglaises, moyennant un partage des influences en Perse.

L'accord d'avril 1904, dit d'**Entente cordiale**, et celui d'août 1907, signifient davantage que la fin de contentieux coloniaux. L'Angleterre, qui depuis 1815 se posait volontiers en puissance arbitrale garante de l'équilibre européen change doublement de politique. D'une part en s'alliant avec le Tsar, d'autre part en sortant de son «**splendide isolement**» pour entrer dans une des deux alliances.

2. La course aux armements

Le rapport de forces sur le continent se trouve ainsi déséquilibré et l'Allemagne en 1907 s'estime encerclée par la **Triple-Entente**. Cette sensation est très présente chez les dirigeants allemands, qui voient monter en puissance l'économie de la Russie, en même temps que s'affaiblit, sous la pression des nationalités,

L'expression de «**splendide isolement**» définit la politique des gouvernements conservateurs britanniques de la fin du XIX^e siècle, qui donnait priorité à la politique coloniale et impériale et veillait seulement en Europe à maintenir l'équilibre des puissances continentales.

Triple-Entente: alliance passée entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie.

leur partenaire austro-hongrois. L'Allemagne songe alors à une « guerre préventive », et consacre une partie non négligeable de ses ressources à la construction d'une armée et surtout d'une flotte modernes.

Dès 1889, l'Angleterre avait voté la loi du *Two Power Standard* qui devait lui garantir une flotte équivalente au total de celles des deux puissances navales qui la suivent. Face à cette loi dictée par l'impérialisme britannique, Guillaume II, parallèlement à l'énonciation de la *Weltpolitik*, décide en 1898 la construction d'une puissante flotte de guerre. Deux lois navales suivent, en 1906 et 1912, en même temps qu'est créé un secrétariat à la Marine et une Association navale qui regroupe les milieux impérialistes et compte 630 000 membres en 1903.

La course aux armements navals envenime les relations entre l'Allemagne et l'Angleterre, en particulier au moment de la signature de l'Entente cordiale et de la défaite des Russes face au Japon à Tsushima, les cuirassés et croiseurs japonais étant armés par la firme britannique Armstrong. C'est en vain qu'en 1908 et 1909 des hommes d'affaires allemands et anglais tentent de persuader les politiques de ralentir les programmes de construction.

Car la course aux armements est aussi la fille de l'**industrialisation**. Elle crée des emplois dans la métallurgie lourde, dans les chantiers navals, dans les entreprises de travaux publics pour développer ports de guerre, chemins de fer stratégiques et casernes. Un rapport du député catholique allemand Matthias Erzberger publié en 1914 montre qu'entre 1905 et 1913, les dépenses militaires des puissances européennes ont augmenté dans une proportion variant de 26 %, pour l'Autriche-Hongrie, à 64 %, pour la Russie. Concernant les flottes, les augmentations vont de 40 % pour l'Angleterre qui part de très haut à 102 % pour l'Allemagne. L'Europe est donc lancée dans un processus de militarisation qui s'accompagne d'une concurrence féroce entre marchands de canons – l'Allemand Krupp, le Français Schneider, le Tchèque Skoda, les Anglais Vickers et Armstrong – pour conquérir les marchés des pays neufs et des États clients, en Europe ou ailleurs.

À partir de 1912, le phénomène se transpose aux effectifs militaires, et ici, c'est plutôt dans la relation franco-allemande qu'apparaît l'effet d'escalade. En 1912, le Reichstag, inquiet de la perspective d'une guerre sur deux fronts, vote l'augmentation du nombre de soldats en temps de paix à 620 000 hommes. La France, dont la population est inférieure de 40 % à celle de l'Allemagne, répond en juin 1913 en allongeant de deux à trois ans la durée du service militaire. Le mois suivant, Berlin réplique par une nouvelle loi qui porte les effectifs à un niveau jamais atteint : 861 000 hommes.

3. La poudrière des Balkans

À partir d'une date dont l'historiographie débat toujours, 1906 ou 1911, la guerre devient une éventualité, une possibilité, voire une probabilité. Une formule floue la désigne paradoxalement mieux : la guerre est « dans l'air ». Il n'est

pas sûr que les deux crises marocaines, pointées comme repères, mais réglées par la négociation malgré les gesticulations nationalistes à Paris et à Berlin, aient constitué des moments charnières. Ce qui est certain, c'est que les puissances européennes se sont, en l'espace d'une décennie, préparées à la guerre, tant du point de vue diplomatique – les blocs –, que du point de vue militaire et technique – la course aux armements.

En 1913 d'ailleurs, la guerre a déjà éclaté, non pas outre-mer, mais dans ce ventre mou de l'Europe constitué par les Balkans où, dans une sorte d'appel du vide provoqué par le déclin de l'Empire ottoman, le nationalisme de puissance des grands États européens vient se greffer sur le nationalisme d'existence des petits États de la région.

Le recul de l'Empire ottoman a laissé place à des États, Grèce, Monténégro, Roumanie, Bulgarie et Serbie, dont Istanbul a d'abord dû reconnaître l'autonomie, puis l'indépendance. Ces États ont en commun, à l'exception de la Grèce, d'être des mosaïques ethnolinguistiques et d'avoir à l'extérieur de leurs frontières des minorités dans ce qui reste de l'Empire ottoman en Europe d'une part, en Autriche-Hongrie d'autre part. Parmi eux, la Serbie est particulièrement active, et cherche à rassembler l'ensemble des «yougoslaves», Serbes, Croates et Slovènes, mais aussi les Albanais, dans un même État qui deviendrait riverain de l'Adriatique. Ce projet est soutenu par la Russie au nom du panslavisme, mais combattu par Vienne pour qui il est synonyme de désagrégation de la Double-Monarchie. C'est pour l'empêcher que l'Autriche-Hongrie annexe en 1908 la Bosnie-Herzégovine, peuplée principalement de Serbes et de Croates, au grand mécontentement de la Russie, qui voulait monnayer son consentement contre le droit d'accès de sa flotte de guerre aux détroits et à la Méditerranée. Enjeux de nationalités et enjeux stratégiques entre puissances sont donc imbriqués.

Cette même année 1908, le 24 avril, une révolution se produit dans l'Empire ottoman qui avait déjà exploré en 1876 les voies de la réforme – les Tanzimat –, sur un modèle occidental en imposant une Constitution rapidement suspendue par le sultan autoritaire Abdülhamid II. En 1908 donc, le mouvement Jeunes-Turcs né en 1889 et dont l'armature est constituée principalement d'officiers sortis des écoles militaires, renverse le sultan. L'objectif est de mettre un coup d'arrêt à la décomposition territoriale de l'Empire ottoman. Mais les Jeunes-Turcs sont divisés entre une aile libérale, qui veut donner une place dans le nouveau régime parlementaire à toutes les composantes ethniques de l'Empire, et une aile jacobine et «turcique», qui finit par l'emporter. Le mouvement devient de plus en plus nationaliste et entraîne le développement de phénomènes séparatistes dans les provinces. En 1911, la politique qui vise à «turquifier» la Macédoine, provoque la résistance des populations de la région – chrétiens grecs et bulgares, musulmans albanais. Une ligue balkanique comprenant Monténégro, Bulgarie, Serbie et Grèce se constitue, avec la bénédiction de Saint-Petersbourg, qui écrase rapidement, à l'automne 1912, les troupes ottomanes. Pour les puissances, il n'est pas question de laisser s'achever l'exclusion des Turcs d'Europe

Voir le zoom sur
le kémalisme p. 145

sans leur contrôle. Une conférence se réunit à Londres en 1913 qui laisse insatisfaite la Bulgarie lésée par le partage. Une nouvelle guerre éclate qui coalise l'ensemble des États de la région, y compris la Roumanie et la Turquie, contre la Bulgarie, qui doit accepter de réviser ses prétentions.

Un an avant le début de la Grande Guerre, le bilan des guerres balkaniques est inquiétant. Aucun des protagonistes, Roumanie exceptée, n'est satisfait. La présence turque en Europe est réduite à la région d'Andrinople, la question de la Macédoine maintient la rivalité entre Grecs et Bulgares, Vienne a imposé la création d'une Albanie indépendante qui barre le littoral Adriatique à la Serbie. En Macédoine et Bosnie fleurissent des groupes nationalistes et terroristes, décidés à en découdre. Ce qui avait été perçu comme un achèvement de l'émancipation des États européens par l'expulsion des Turcs se transforme en extension des deux blocs aux Balkans ; Turcs et Bulgares choisissent la Triple, tandis que Grecs, Roumains et Serbes optent pour la Triple-Entente. Les peuples colonisés par les Ottomans sont devenus des peuples clients des puissances européennes.

AMÉRIQUE LATINE : L'AUTRE EUROPE

Dans les années 1900, l'Amérique latine est à bien des égards une Europe d'outre-Atlantique. Sur ce continent qui compte une vingtaine d'États, devenus indépendants dans le premier quart du XIX^e siècle, la population est en 1914 de l'ordre de 82 millions d'habitants pour 22 millions de km², soit une densité inférieure à 4 habitants par km².

Sur ce continent très métissé, les migrants d'origine européenne ne sont nulle part majoritaires, sauf en Argentine et en Uruguay – le cône sud et blanc –, mais ils sont partout en position de domination. Il faut distinguer le vieux peuplement d'origine hispanique ou portugais – au Brésil, des créoles nés sur le continent américain, d'une part, et d'autre part les migrants – 12 millions entre 1890 et 1930, venus de tous les pays d'Europe, principalement de l'Europe latine, mais on recense aussi des Français, des Belges, des Suisses, des Allemands, des Britanniques et également des juifs d'Europe orientale en Argentine, dans la province de Santa Fe.

Dans ces pays où le pouvoir croît avec la clarté de la peau – les historiens parlent de pigmentocratie, les créoles détiennent le pouvoir politique et les grandes propriétés rurales – les *haciendados*, les immigrants récents sont plutôt tournés vers les activités artisanales, le commerce et le négoce, et se concentrent dans les villes. Autre point commun avec l'Europe, le cône sud est en effet particulièrement urbanisé – 25 % de citadins en Argentine, 28 % au Chili, et les villes s'y développent très rapidement : Buenos Aires passe de 663 000 habitants en 1895 à 1 231 000 en 1909.

C'est aussi à Buenos Aires que la culture populaire des migrants de cette époque se métisse, avec l'invention du tango, qui mêle danses européennes et rythmes afro-américains. Car l'Amérique latine est aussi une autre Europe au plan culturel.

Les philosophies politiques du vieux continent y ont joué un rôle essentiel : le bolivarianisme des guerres d'indépendance a puisé dans les Lumières et les idées de la Révolution française, le développement d'élites libérales, franc-maçonnnes et anticléricales jusqu'au début du ^{xx}^e siècle s'est nourri de l'influence du positivisme. L'influence française est particulièrement prégnante, Paris est vue comme la « capitale du monde civilisé ».

L'économie d'exportation fondée sur les produits agricoles et miniers est aussi, en Amérique du Sud, très largement tournée vers l'Europe. Les principaux investisseurs sont les Anglais qui ont investi l'équivalent de 5 milliards de dollars en 1914, contre 1,3 milliard pour les États-Unis. Le grand changement des premières années du siècle est néanmoins la montée en puissance de ces derniers, qui mettent la main sur Cuba en 1898, font creuser le canal de Panama, ouvert en 1914, et font de l'Amérique caraïbe un lac états-unien, évolution théorisée par l'adjonction du corollaire Roosevelt à la doctrine Monroe, qui met en place un impérialisme américain utilisant la combinaison des moyens militaires et de la diplomatie du dollar. Cette montée en puissance est mal vue par une partie de l'intelligentsia sud-américaine, qui se pose en défenseur de la « civilisation latine », européenne, contre la « barbarie yankee », faite d'utilitarisme et de capitalisme amoral.

Pour aller plus loin : DABÈNE Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, U, 2003.

HISTOIRE COMPARÉE – ROYAUME-UNI ET FRANCE : DEUX VISIONS DE L'EMPIRE

Entre les Empires français et britannique, il existe des analogies : une dispersion géographique sur l'ensemble de la planète, l'existence d'institutions soutenant l'impérialisme, comme l'*Imperial Federation League* fondée dès 1884 ou le Parti colonial en France, des théoriciens de l'Empire – Chamberlain en Angleterre, Leroy-Beaulieu en France –, une volonté de populariser l'Empire par des exhibitions, qu'il s'agisse de spectacles de music-hall en Grande-Bretagne ou d'expositions coloniales en France, le caractère de mosaïque institutionnelle de ces empires enfin.

Mais les différences sont nombreuses. L'Empire britannique est le fruit d'une construction qui a commencé à l'époque élisabéthaine, au ^{xvi}^e siècle. Même si les années 1875-1900 ont vu l'Empire s'accroître de 12 millions de km² et de 90 millions d'habitants, celui-ci est depuis le début du ^{xviii}^e siècle central dans la vision que les Britanniques ont de la puissance de leur pays, perçu avant tout comme une thalassocratie, si bien que la politique extérieure de Londres est avant tout planétaire. L'histoire de la colonisation française à l'inverse est une histoire à éclipse, en veilleuse, conquête de l'Algérie mise à part, entre la perte du premier Empire colonial dans la guerre de Sept ans contre l'Angleterre en 1763 et les premières initiatives de Napoléon III en Indochine dans les années 1860. L'Empire français en 1913 est une construction récente,

qui n’a pas le même poids qu’en Grande Bretagne. Il ne représente d’ailleurs qu’un peu plus de 10 % du commerce extérieur de la France, contre 30 % de celui de l’Angleterre.

Le rapport aux peuples colonisés n’est pas non plus le même. L’opposition théorique entre la doctrine assimilationniste française et la doctrine d’association britannique doit être nuancée. Londres pratique l’association principalement dans ses colonies de peuplement blanc – Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, qui deviennent au début du *xx^e* siècle des dominions autonomes, dotés du *self-government*. Mais en Afrique sub-saharienne, les pratiques administratives impériales se ressemblent, ne laissant que très peu d’autonomie aux élites locales. La domination britannique y apparaît cependant moins brutale. Il n’existe pas dans l’Afrique anglaise l’équivalent des compagnies concessionnaires françaises qui ont substitué en AEF le travail forcé à l’esclavage.

C’est que le triptyque énoncé autrefois par Livingstone – *Christianity, Commerce, Civilization* –, n’est pas exactement le même que celui qu’avait énoncé Jules Ferry qui remplaçait la christianisation par le « rayonnement ». Le Royaume-Uni n’a pas de défaite de Sedan à compenser. Là où Paris est attaché à planter le drapeau et à territorialiser l’Empire, Londres privilégie la liberté du commerce et la porte ouverte.

Enfin, le décalage chronologique des perceptions est patent. Au début du siècle, le colonialisme français est en phase de conquête de l’opinion, que vient confirmer la participation des troupes coloniales à la Grande Guerre. En Grande Bretagne à l’inverse, la guerre des Boers a entraîné des controverses et une partie de la classe politique anglaise – les libéraux mais aussi des travaillistes – commencent à remettre en question la colonisation. Cette différence se traduira par une souplesse et une évolution de l’impérialisme britannique dans l’entre-deux-guerres, qui n’a pas d’équivalent en France.

Pour aller plus loin : SINGARAVELOU Pierre (dir.), *Les Empires coloniaux, *xix^e-xx^e* siècles*, Paris, Seuil, « Points histoire », 2013.

À RETENIR

- Trois types d’Empires dominent l’Europe en 1900. La Russie et l’Autriche-Hongrie sont des empires multiethniques, la Grande-Bretagne et la France des démocraties impériales dotées de vastes empires coloniaux, l’Allemagne en forte expansion économique revendique sa part de colonies.
- L’Europe rayonne par une émigration massive, principalement vers le continent américain.

- L'impérialisme se nourrit du complexe de supériorité des Européens, de doctrines, de mouvements d'opinion, de la recherche de matières premières et de débouchés qui provoquent des conflits limités (guerre des Boers) et des crises diplomatiques internationales hors d'Europe (Agadir au Maroc).
- En Europe même, ces rivalités impériales aboutissent à la formation de deux blocs – Triplice et Triple-Entente –, tandis que le recul de l'Empire ottoman provoque à partir de 1911 les guerres balkaniques.

LES DATES ESSENTIELLES

1899-1902 : Deuxième guerre des Boers

1904-1905 : Guerre russo-japonaise

1904 : Entente cordiale entre la France et la Grande-Bretagne

1907 : Accord anglo-russe qui rend possible la Triple-Entente

1908 : L'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie

1911 : Deuxième crise marocaine entre la France et l'Allemagne
Début des guerres balkaniques

1913 : La France porte de deux à trois ans la durée du service militaire

POUR ALLER PLUS LOIN

Sélection bibliographique

CARON Jean-Claude, VERNUS Michel, *L'Europe au XIX^e siècle, des Nations aux nationalismes (1815-1914)*, Paris, A. Colin, coll. « U », 2015.

GIRAULT René, *Diplomatie européenne : nations et impérialisme, 1871-1914, Nouvelle histoire des relations internationales contemporaines*, tome 1, Paris, Poche, 2004.

FEJTÖ François, *Requiem pour un Empire défunt*, Paris, Perrin, 2014, rééd.

LEJEUNE Dominique, *La France de la Belle Époque, 1896-1914*, Paris, A. Colin, coll. « Coursus », 2011.

MOUGEL François-Charles, *Histoire du Royaume-Uni au XX^e siècle*, Paris, PUF, coll. « Thémis », 1996.

REY Marie-Pierre, *De la Russie à l'Union soviétique, la construction de l'Empire, 1462-1953*, Paris, Hachette, coll. « Carré Histoire » 1994.

ROTH François, *L'Allemagne de 1815 à 1918*, Paris, A. Colin, 2002.

WERTH Nicolas, *La Russie en Révolution*, Paris, Gallimard, coll. « Découvertes », 1998.

HISTORIOGRAPHIE – LES EMPIRES COLONIAUX

Bibliographie

BURBANK Jane, COOPER Frederick, *Empires. De la Chine ancienne à nos jours*, Paris, Payot et Rivages, 2011.

FERRO Marc (dir.), *Le livre noir du colonialisme. De l’extermination à la repentance*, Paris, Robert Laffont, 2003.

HOBBSBAWM Eric J., *L’ère des Empires, 1875-1914*, Paris, Poche Pluriel, 1997.

SINGARAVELOU Pierre (dir.), *Les Empires coloniaux*, Paris, Seuil, « Points Histoire », 2013.

L’historiographie de la colonisation apparaît en même temps que les expansions impériales de la fin du XIX^e siècle. Elle est d’abord, à la charnière des deux siècles, une apologie de la colonisation, vue comme une œuvre de progrès et de civilisation – le mot a d’abord désigné un processus, marqué par l’esprit du positivisme. Les manuels scolaires d’Ernest Lavisse ou les ouvrages d’Alfred Rambaud, proche de Jules Ferry, témoignent de cette première époque.

La première historiographie critique apparaît sous la plume des marxistes. Lénine, dans *L’impérialisme : stade suprême du capitalisme*, paru en 1917, met l’accent sur les facteurs économiques : concentration de la production et du capital aboutissant à des monopoles, fusion du capital bancaire et du capital industriel, développement des exportations de capitaux, formation d’unions internationales de capitalistes se partageant le monde, partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.

Après la Seconde Guerre mondiale, l’historiographie est abondante, très logiquement, dans les deux principales puissances coloniales. En France, Charles-Robert Ageron, spécialiste de l’Afrique du nord, qui a commencé à écrire dans les années 1930, a formé ensuite toute une génération d’historiens dont les travaux critiques se déploient dans le cadre d’une idéologie tiers-mondiste partagée par les géographes dont Yves Lacoste, auteur en 1965 d’une *Géographie du sous-développement* qui fait date. En Grande-Bretagne, les travaux de Ronald Robinson et John Gallagher, dans les années 1950-1960, qui insistent eux aussi sur les facteurs commerciaux de l’impérialisme britannique, ouvrent sur des controverses et une production abondante. D’autres travaux, comme ceux de Raymond Aron, insistent au contraire sur les facteurs politiques – *Paix et Guerre entre les nations*, 1962.

Dans les années 1980 les études se déplacent vers le champ culturel. Le livre de l’essayiste américano-palestinien Edward Saïd, *L’Orientalisme*, qui s’intéresse à la manière dont les Occidentaux ont « construit », à l’époque de la colonisation, une représentation des peuples colonisés, donne naissance aux *postcolonial studies*, développées aux États-Unis, qui ont généré en Europe des études sur les supports de diffusion de l’idéologie coloniale – expositions, zoos humains, théâtre, littérature, cinéma.